

République Algérienne Démocratique et Populaire
Conseil National Economique et Social

Les prégnances économiques du nouvel « espace-monde » et le retournement du marché international des hydrocarbures : quels impacts sur l'économie nationale et quelles préconisations suggérer aux *Policy Makers* ?

**« TABLE RONDE AUTOUR D'UN COLLEGE
D'EXPERTS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX »**

ELEMENTS DE CADRAGE

L'arrière-plan contextuel

1. Le retournement spectaculaire du marché international des hydrocarbures, depuis Septembre 2014, a fortement impacté les indicateurs fondamentaux de l'économie nationale (déficit budgétaire en hausse constante, réserve de changes en baisse, trend inflationniste avéré, etc.), soulignant ainsi la forte vulnérabilité de notre économie aux chocs exogènes, notamment ceux résultant des fluctuations des cours internationaux des hydrocarbures et des denrées alimentaires. Cette vulnérabilité est, au surplus, fortement potentialisée du fait que la croissance économique a été, jusqu'à présent, essentiellement tirée par la dépense publique, elle même financée quasi exclusivement par les revenus des hydrocarbures.
2. Ce constat, purement factuel, ne prêtant à aucune équivoque, fait donc massivement consensus. Par contre, les stratégies propres à renforcer la résilience de l'économie nationale, par une atténuation de son excessive dépendance aux hydrocarbures, sont loin de rencontrer ce même consensus, lors même que les marges de manœuvre se font de plus en plus réduites.
3. Certes, de nombreuses décisions, mesures et dispositions ont été prises par le Gouvernement en vue de juguler les effets de cette baisse des cours mondiaux des hydrocarbures. Mais ces dernières s'apparentent à des « Quick-Wins », fatalement à effet immédiat et limité dans le temps, ce qui laisse largement place à des polémiques sans fin quant à la pertinence présumée de ces décisions et mesures.
4. Allumer de nouveaux moteurs de croissance, diversifier l'économie et la rendre compétitive en l'arrimant aux chaînes de la valorisation aussi bien régionales qu'internationale,, viser la durabilité des processus de croissance par l'organisation de transitions de type structurel, en même temps que veiller à une répartition équitable des fruits de cette croissance, notamment par une politique pertinente des transferts sociaux, emprunter les chemins critiques ardues des « futuribles gagnants » en prenant résolument appui sur la connaissance, le savoir et l'innovation, demeurent assurément les garants ultimes d'une émergence légitimement revendiquée par l'Algérie. Ces questionnements lourds sont de portée stratégique irréfragable engageant donc, au-delà des décideurs politiques, l'ensemble des énergies vives de la Nation. Au nombre de ces énergies l'expertise nationale doit pouvoir prétendre à une place de choix.

5. Au surplus, le *momentum* crisogène que traverse notre pays fait de cette expertise nationale un point focal privilégié pour l'exercice de « la fonction vigie et d'aide à la décision ». Dès lors, cette Table ronde, élargie à un certain nombre d'experts et spécialistes étrangers de renom, ayant qualité d'invités spéciaux, se veut délibérément ouverte sur toute la gamme de propositions « des uns et des autres », en autant que le débat se déroule sur le terrain qui est le leur propre : celui de l'expert et du spécialiste dans les domaines de l'économie pétrolière, l'économie du développement, la finance internationale, la planification stratégique, la gouvernance économique, la prospective et l'anticipation, la géostratégie, etc.
6. Tenant compte de ce qui précède, le CNES, institution consultative nationale en charge de l'analyse et du suivi/évaluation des politiques publiques économiques et sociales, se trouve légitimement en capacité mandataire d'abriter cette Table ronde. Le CNES se félicite, par ailleurs, d'avoir été l'objet d'une saisine de la part des autorités nationales compétentes qui souhaitent, en effet, tirer profit d'un tel « regard » en juste recul critique, celui-là même indépassable de l'évaluation « à dire d'expert ». C'est ainsi que, en témoignage de cet intérêt alloué par l'Exécutif gouvernemental à la tenue de ce « collège d'experts », le Premier ministre nous fait le privilège d'ouvrir les travaux de ce cénacle.

Format de la Table Ronde

7. Le « Collège des experts » conduira ses travaux en séance intégralement plénière autour de panels thématiques organisés de manière séquentielle. Chaque panel verra la participation d'experts spécialistes de la thématique abordée, qui auront à « croiser leurs regards », tant avec les panélistes comme tels, qu'avec l'ensemble des participants de la plénière. Cette façon de faire favorisera, au final, aussi bien l'inclusivité de l'exercice que son intégrité et exhaustivité. Chaque panel disposera d'un modérateur et d'un « Keynote Speaker », de manière à mieux centrer les débats sur les questions primordiales formant nœuds gordiens et/ou de connotation focale. Le Keynote Speaker aura naturellement à préparer un « Concept-Paper », en prélude aux débats du panel et de la plénière.

8. Trois panels sont prévus à cet effet, à savoir :

- a. Le panel 1 devra débattre de l'Economie-Monde, en continuelle reconfiguration depuis la « crise des Subprimes » de 2008 et marquée par une « complexité » de plus en plus grandissante, en insistant particulièrement sur le retournement du marché international des hydrocarbures, sous l'angle essentiellement de ses perspectives et des défis et enjeux globaux que ce dernier emporte, tenant compte de l'évolution des éléments-base de cette économie-Monde, dans l'optique d'en mesurer, ultérieurement, les impacts sur l'économie nationale.
- b. Le panel 2 visitera les principaux éléments-diagnostic caractérisant l'économie nationale, essentiellement appréciés par rapport à un benchmark international de règles, de bonnes pratiques et de standards, de plus en plus exigeants. Aussi, les panelistes auront-ils à débattre des enjeux multiples, auxquels est confrontée l'économie nationale, traduisant la nécessité de muter vers une économie compétitive et résiliente, à savoir : la diversification, la réindustrialisation, l'insertion aux chaînes de valeurs internationales, l'insertion progressive de l'économie informelle dans la formalité, le développement humain, etc.
- c. Le panel 3 devra débattre, à l'aune des éléments-diagnostic ainsi dévoilés par les panels 1 et 2, des recommandations et préconisations à soumettre à l'appréciation des plus hautes autorités nationales, afin qu'elles puissent statuer en toute connaissance de cause, puisqu'elles auront été éclairées « à dire d'expert ».

9. La Table ronde donnera lieu, dans les délais les plus rapprochés, à la publication d'actes, qui incluront les contributions écrites du « Collège des experts ». Ces actes formeront, en outre, prolégomènes à une future proclamation solennelle des autorités nationales compétentes qui pourrait emprunter le format d'un « Manifeste pour l'émergence de l'Algérie ».